**Mettre l’environnement en gouvernement : France, 1969-1977.**

***Appel à communications*** *en vue du colloque organisé les 3-4 juin 2025 (Ehess, Campus Condorcet, Aubervilliers) par Christophe Bonneuil (Centre de Recherches Historiques), Arthur Delacquis (SIRICE, Sorbonne Université) et les membres de l’atelier de recherche « Enquêter sur la mise en gouvernement de l’environnement – France, 1969-1977 »*

En 1971, il y a plus d’un demi-siècle, était créé le ministère de l’environnement. Cette institutionnalisation concrétise la volonté du gouvernement d’une « maîtrise plus grande de ‘l’environnement’ », selon l’expression de la lettre de mission du premier ministre du 24 oct. 1969 qui lance un groupe de travail qui donnera lieu au programme des « cent mesures pour l’environnement » en 1970. La création d’un ministère délégué à « la protection de la nature et de l’environnement » le 7 janv. 1971 marque l’aboutissement de ce processus par lequel le gouvernement se saisit de l’environnement.

Ce colloque se propose de revenir sur ce processus de *mise en gouvernement* de l’environnement, en croisant socio-histoire de l’État, des problèmes et politiques publiques avec l’histoire environnementale, et en se focalisant sur un moment court et constitutif : de 1969 à 1977. Comment « l’environnement » est-il alors institutionnalisé et construit comme catégorie et comme objet de gouvernement ? Pourquoi créer un Ministère en charge d’un nouveau « secteur » de l’action publique ? Si le moment 1965-1975 voit l’affirmation de « l’environnement » comme catégorie d’appréhension du réel (F. Charvolin) et de gouvernement, sa « mise en gouvernement » a pu impliquer autant des recyclages ou ré-étiquetages de services et pratiques pré-existantes que des nouvelles créations au plan administratif et de l’action publique. Le processus d'appropriation et de définition de « l’environnement » a en outre été un champ agonistique entre divers acteurs, y compris au sein de l’État au moment de définir ou défendre des champs de compétences comme de construire des causes.

On cherchera premièrement à décrire le quotidien de cette nouvelle activité de gouvernement : en quoi consiste travailler au Cabinet du ministère de l’Environnement et dans la haute-administration de l’environnement dans ces premières années ? Comment se négocie la place d’un nouveau département dans l’interministériel et la haute administration ? Quels sont les pans de réalité et d’activité du territoire français qui deviennent des domaines à gouverner ? Quels politiques, tactiques et instruments sont mis en œuvre ? Comment s’organisent les rapports et les interfaces avec les citoyens engagés dans les divers aspects de la défense de l’environnement, avec les scientifiques, avec le Parlement et les partis, avec les élus locaux, avec les intérêts industriels ou les enjeux de puissance militaire ? Comment les enjeux environnementaux viennent-ils (avec des succès divers) rencontrer les trajectoires historiques, parfois longues et profondes, de l’État organisateur de l’essor industriel infrastructurel et énergétique, de l’État orchestrateur de la mise en valeur des ressources (minières, forêts, cours d’eau, pêcheries, industrialisation de l’agriculture…), de la France (néo)coloniale ? Comment, enfin, l’action publique environnementale trouve-t-elle écho dans la vie politique et parlementaire, devenant un élément de recomposition des clivages politiques établis, autour des notions de croissance, de cadre de vie, de maîtrise de l’aménagement du territoire ?

On pourra aussi éclairer la mise en gouvernement de l’environnement dans la France pompidolienne et giscardienne à l’aune de son contexte international : comment la régulation des effets collatéraux du développement industriel devient-elle un objet de concernement, de coopération et de compétition industrielle et diplomatique internationale ? De quelles manières « l’environnement mondial » s’invite-t-il à l’agenda des arènes internationales (Année européenne de la protection de la nature en 1970, Conférence des Nations Unies sur l’Environnement Humain à Stockholm en juin 1972, etc.) et comment le gouvernement français s’y positionne-t-il ?

Plutôt que de considérer la naissance d’un nouveau secteur ministériel comme une évolution naturelle des sociétés industrielles devenant plus complexes, on pourra également appréhender cette mise en gouvernement de l’environnement comme répondant à des situations et activités critiques conduisant des acteurs des « sommets de l’État » (P. Birnbaum) à travailler à reprendre la main en vue de rester « propriétaires de problème public » (J. Gusfield). Le rapport des grands corps d’État (ingénieurs des mines, des ponts et chaussées, du génie rural des eaux et forêts) au domaine d’action publique nouveau que représente l’environnement doit être interrogé à l’aune de cette volonté des représentants de chaque institution de prendre la main sur ce champ de compétence qui devient champ de concurrence. La constitution progressive et agonistique d’un « éco-pouvoir » (P. Lascoumes) pourra ainsi être analysée dans la complexité des rapports de forces entre acteurs de différentes natures (corps d’ingénieur, associations, experts, administrations). Cette dimension réactive et stratégique pourra aussi éclairer la mise en gouvernement de l’environnement comme répondant à des alertes environnementales multiples, à des mises en critique de la croissance (cf. Rapport au Club de Rome, 1972) ou à des mobilisations qui se multiplient en cette fin des dites « Trente Glorieuses ». L’analyse de ces dimensions stratégiques et réactives pourra également être enrichie d’une dimension comparative ou d’une approche par les circulations internationales des dispositifs de mise en gouvernement de l’environnement, en s’intéressant aux développements de formes de concurrence, d’inspiration ou de coordination entre les politiques publiques de différents États (cf chronologie sommaire ci-après).

Seront également bienvenues des communications qui revisiteront les rapports sociaux au vivant, aux terrains de vie et aux subsistances en se départissant des catégories alors imposées par l’État et ses experts. On se souvient que P. Bourdieu avertissait en 1993 qu’« entreprendre de penser l’État, c'est s'exposer à reprendre à son compte une pensée d’État » et notait combien « les administrations publiques et leurs représentants sont grands producteurs de "problèmes sociaux" que la science sociale ne fait bien souvent que ratifier en les reprenant à son compte comme problèmes sociologiques ». Des travaux documentant des pratiques vernaculaires, subalternes, populaires à ce que les opérations de mise en gouvernement nommeront « environnement », et leurs résistances multiformes à ces opérations auront ainsi toute leur place dans ce colloque. Symétriquement, loin de voir « l’environnement » comme une catégorie et un système d’action univoquement et unilatéralement élaborés, stabilisés et imposés par l’État à la société, des communications pourront éclairer les tensions, divergences, concurrences, contingences ou échecs dans le processus d’institutionnalisation de l’environnement comme dans le niveau de réponse à donner aux défis environnementaux d’alors.

Les communications invitées à ce colloque devront reposer sur l’exploitation de première main de sources primaires et investiguer ce que mettre en gouvernement l’environnement signifie dans ce moment clé de création d’un ministère de l’environnement (qui prendra les années suivantes de multiples dénominations).

Les propositions de communication (une page maxi + sources et bibliographie + quelques lignes de mini-biographie de l’autreur.ice) pourront être envoyées avant le 3 janvier 2025 à Arthur Delacquis <[arthur.delacquis@orange.fr](mailto:arthur.delacquis@orange.fr)> et Christophe Bonneuil <[christophe.bonneuil@cnrs.fr](mailto:christophe.bonneuil@cnrs.fr)>.

**Comité scientifique** (les personnes avec un \* n’ont pas encore accepté) : Renaud Bécot (Science Po Grenoble), Florian Charvolin (Univ. St-Etienne), Stéphane Frioux (Univ. Lyon 2), Sylvain Laurens (Ehess), Laurent Warlouzet (SIRICE), Brigitte Gaïti (Univ. Paris 1), Marion Fontaine (Science Po Paris), Jean--Noël Jouzel\* (CSO), Corinne Larrue\*, Alexis Vrignon (Univ. Orléans)

|  |  |
| --- | --- |
| **Chronologie - 1958-1968** | |
| **Situation ou activité critique (alertes, mobilisations, initiatives non-gouvernementales)** | **Initiatives de prise en charge institutionnelle, de mise en gouvernement** |
| 1958 - Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA). [→ loi sur l’air en 1961]  1958 - avril. Sit-in devant l’usine d’extraction d’Uranium de Marcoule.  1958 – J. Tati, *Mon Oncle*  1959 - Société pour l’Étude et la Protection de la Nature en Bretagne, une des premières sociétés naturalistes à entrer dans l’action militante de défense de la nature.  1959 - 2 déc. Rupture du barrage de Malpasset. 423 morts.  1959 – Fédé. Fr. contre l’armement atomique (Trocmé, Kastler, Monod, Rostand, Mauriac…)  1960 - Congrès national sur la pollution atmosphérique  1960 - Le commandant Cousteau mène campagne contre l'immersion dedéchets radioactifsenMéditerranée. Train de déchets arrêté par des sit-in.  1962 - Association pour la protection contre les rayonnements ionisants (APRI).  1962- octobre, 10 000 personnes à l’appel du mouvement de la Paix au centre de Pierrelatte contre l’enrichissement de l’uranium  1962 - Ferrat, « Restera-t-il un chant d'oiseau ? »  1963 – parution de la trad. fr. de Rachel Carson, *Printemps silencieux* (préf. R. Heim)  1963-1966 - Affaire des boues rouges de l’usine Pechiney de Gardanne.  1964 - Kubrick, Dr Folamour  1964 – Création de Nature et Progrès  1964 - Opération message à la mer (contre rejet d’hydrocarbures et marées noires)  1965 - Pérec, Les choses. Une histoire des années soixante  1965 – J. Dorst, *Avant que Nature meure*  1965-1967 - Affiche poème de René Char, « La Provence Point Oméga » en soutien à la lutte contre les missiles nucléaires du plateau d’Albion  1966 - 4 janv., catastrophe de Feyzin (69), 18 morts  1967 - Rostand, Inquiétudes d'un biologiste  1967 – S. Gainsbourg, « Torrey Canyon »  1967 - 18 mars, Marée noire du Torrey Canyon  1968 - « Évènements » de mai  1968 – H. Marcuse, *L'Homme unidimensionnel* [1964] | 1959 - Commission de l’eau auprès du Commissariat au plan  1960 - loi sur les parcs nationaux  1960 - Comité d’action technique contre la pollution atmosphérique (CATPA)  1961- loi sur l’air  1961 – Création du Secrétariat permanent pour l’étude des problèmes de l’eau qui coordonne ministère de l’intérieur et plan  1963 - Prix du Comité consultatif des établissements classés.  1963 – Création de la Délégation interministérielle à l’aménagement du territoire et à l’action régionale (DATAR)  1963 – Lancement de la Mission Racine pour l’aménagement touristique du littoral languedocien  1963 - Statut de l’objection de conscience après un jeûne de Louis Lecoin en 1962  1964- loi « relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution »  1964 – Création de l’Association pour les espaces naturels (Aspen) avec le soutien d’Edgar Pisani, ministre de l’Agriculture  1966 - Colloque de Lurs, ébauche de la création des Parcs Naturels Régionaux  1967 - Décret de création des Parcs naturels régionaux  1967 - 22 déc., Inauguration de la voie sur berge Rive droite  1968 – Avr., Service de protection contre les nuisances industrielles au du ministère de l’Industrie, rebaptisé en 1969 « Service de l’Environnement Industriel » |

|  |  |
| --- | --- |
| **Chronologie - 1969-1977** | |
| **Situation ou activité critique (alertes, mobilisations, initiatives non-gouvernementales)** | **Initiatives de prise en charge institutionnelle, de mise en gouvernement** |
| 1967-1980 - En treize ans, les côtes bretonnes subissent six marées noires : Torrey Canyon (1967), Olympic Bravery (1976), Boehlen (1976), Amoco Cadiz (1978), Gino (1979) et Tanio (1980).  1969 - Contestation des pollutions des cimenteries du Mantois  1969 - R. Aron, Les désillusions du progrès  1969 - Venue à Paris de David Brower qui conduira à la création des Amis de la Terre France  1969 - mobilisation pour le parc de la Vanoise (contre un projet d'aménagement touristique)  1969 - juin, pollution du Rhin par l'Endosulfan  1970 - inondation autour de la mine de Salsigne, un mort  1971 - Émergence de la contestation indépendantiste des essais nucléaires en Polynésie française  1971 - premières apparitions remarquées du phénomène des algues vertes en Bretagne  1971 - janvier : des femmes, surnommées « les guêpes de Fessenheim » mobilisent contre le projet de centrale nucléaire. En avril, la première marche sur Fessenheim regroupe 1 500 personnes  1971 – fév., 10 000 manifestants à Villefranche-sur-Saône contre un projet de raffinerie Total  1971 - début de la lutte du Larzac  1971 - juillet, 15.000p manifestent au Bugey contre le projet de centrale nucléaire  1972 - Rapport au Club de Rome, *Les limites de la croissance*  1973 - Projet de remembrement à Trébrivan, suscite une intense contestation qui durera 5 ans  1974 - Grève en Martinique des ouvriers des plantations, exigeant entre autres (point 4) le retrait des pesticides comme le chlordécone. La répression fait deux morts et nombreux blessés. L’accord final n’inclut pas ce point 4.  1974 - Début de la lutte de Plogoff et naissance du CRIN (Comité Régional d’Information Nucléaire) opposé à ces projets en Bretagne. 9-11 juin 1976 : Barrages à Plogoff pour interdire des sondages géologiques sur le site.  1974 - Campagne René Dumont aux présidentielles  1974 - 20 septembre occupation pendant plusieurs semaines à Marckolsheim (Alsace) du chantier de construction d'une usine de plomb → autorisation refusée par le gouvernement en fév. 1975  1975 - Wyhl (Allemagne, face à l’Alsace) : occupation du chantier de la centrale nucléaire (18 fév.), violemment évacuée, puis réoccupé ((23 fév., 30.000 p). Permis de construire retiré par le tribunal administratif le 21 mars  1975 - 3 mai, attentat à la bombe contre le chantier de la centrale de Fessenheim  1975 - Collectif intersyndical sécurité à Jussieu sur le danger de l’amiante, lien avec les usines Ferodo (14)  1976 - la canicule de l’été, cause 6 000 décès surnuméraires (passés à l’époque inaperçus)  1976 - 10 juill. déversement d’acroléine dans le Rhône, venant de l’usine Péchiney Ugine Kuhlmann de Pierre-Bénite. Mort de centaines de tonnes de poissons.  1977 - Mars, nombreuses listes écologistes aux élections municipales (10 % à Paris, 20 % à Mulhouse)  1977 - 31 juillet lors de la manifestation antinucléaire de Creys-Malville, Vital Michalon tué par une grenade offensive des forces de l'ordre  1977 - CFDT. *Les dégâts du progrès. Les travailleurs face au changement technique* (Seuil)  1977 - *Amisol-Amiante. Plus jamais ça !* (Maspéro). | 1969 - Fév., notes au Premier Ministre de J. Monod, S. Antoine, L. Armand sur la montée des enjeux environnementaux aux États-Unis  1969 - Mission pour l’Aménagement de l’Etang de Berre  1969 – oct., lettre de mission du groupe de travail des 100 mesures  1970 - 28 fév., discours de G. Pompidou à Chicago : « créer et répandre une morale de l’environnement »  1970 - Année européenne de la protection de la nature  1970 - Création de la direction générale de la protection de la nature au ministère de l’Agriculture  1970 - juin, création du Haut Comité de l’environnement, organisme interministériel chargé de mettre en application le programme des Cent Mesures  1971 - 7 janv. ministère délégué à la Protection de la Nature et de l’Environnement  1971 - Mai, le ministre Robert Poujade lance une campagne contre les carcasses de voitures laissées dans la nature  1971 - lancement du programme Man and Biosphere de l’UNESCO (création de réserves de biosphère).  1971 - Création d’une Inspection générale de l’environnement, des délégués régionaux à l’environnement (DRE) représentent le ministre dans les régions  1972 - juin, premier sommet de la Terre à Stockholm (Conférence des Nations Unies sur l’environnement humain)  1973 - Création de la Direction de la prévention des pollutions au sein du ministère de la protection de la nature et de l’environnement  1974 - mars, Robert Poujade quitte le gouvernement, Alain Peyrefitte devient ministre des Affaires culturelles et de l’environnement, le secrétariat d’État à l’Environnement est confié à Paul Dijoud  1974 - juin, Gouvernement Chirac, le secrétariat d’État à l’Environnement est intégré dans un ministère de la Qualité de la vie, confié à André Jarrot  1975 - Le ministère signe un contrat avec le groupe Péchiney Ugine Kuhlman qui s’engage à des investissements de dépollution  1975 - 10 juillet : loi créant le Conservatoire de l’espace littoral et des rivages lacustres (CELRL).  1975 - 15 juillet : loi sur les déchets  1976 -15 mai : Création de l’Agence Nationale pour la Récupération des Déchets (ANRED)  1976- 10 juillet : loi relative à la protection de la nature et la participation du public  1976 - 19 juillet : loi sur les installations classées pour la protection de l’environnement.  1977 - Création d’un ministère de la Culture et de l’Environnement, confié à Michel d’Ornano, ancien ministre de l’Industrie  1978 - Michel d’Ornano devient ministre du Cadre de vie, fusion environnement - équipement  1978 - 29 décembre : loi chasse (plans de chasse).  1979 - Création des délégations régionales à l'Architecture et à l'Environnement (DRAE) |

## Bibliographie

Badie, Bertrand et Birnbaum, Pierre, *Sociologie de l’État*, Paris, Grasset, 1979.

Bécot, Renaud. *Syndicalisme et environnement en France de 1944 aux années quatre-vingt* Thèse de l’École des hautes Études en Sciences sociales, 2015.

Bécot, Renaud, « Les valeurs de la santé : Des syndicalistes dans le gouvernement des risques industriels, 1966-1987 », *Sociétés contemporaines,* 121(1), 2021, 29-56.

Bécot, Renaud, et Pessis, Céline, « Improbables mais fécondes : les rencontres entre scientifiques critiques et syndicalistes dans les ‘années 1968’», *Mouvements,* 80(4), 2014, 51-66.

Bécot, Renaud, et Parrinello, Giacomo, « Gouverner le désir de rivage. La fondation du Conservatoire du littoral, 1972-1978 », *Le mouvement social*, 271(2), 2020, 65-82.

Boullet, Daniel. « La politique de l'environnement industriel en France (1960-1990). Pouvoirs publics et patronat face à une diversification des enjeux et des acteurs », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 113, no. 1, 2012, 155-168.

Boullet, Daniel, *Entreprise et environnement, les chemins d’une prise de conscience,* Genève, Droz, 2006.

Bourdieu, Pierre, « Esprits d’État. Genèse et structure du champ bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 96-97, mars 1993, 49-62

Bourdieu Pierre, *Sur l’État : Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil, 2012.

Cambourakis, Isabelle, « Un écoféminisme à la française ? Les liens entre mouvements féministe et écologiste dans les années 1970 en France », *Genre & Histoire* [En ligne], 22 | Automne 2018

Charvolin, Florian. *L'invention de l'environnement en France. Chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*. Paris, La Découverte, 2003.

Charvolin Florian, « De l’interministériel au ministère de l’Environnement – Interview avec Serge Antoine », *Responsabilité et environnement*, n°46, avril 2007, 19-26.

Coll. « [Les 40 ans du ministère de l'Environnement. Aux sources de la création du ministère de l'environnement des années 1950 à 1971](https://side.developpement-durable.gouv.fr/HDFR/doc/SYRACUSE/230092/pour-memoire-les-40-ans-du-ministere-de-l-environnement-aux-sources-de-la-creation-du-ministere-de-l) », n° Hors-série, *Pour mémoire. Revue du Comité d’histoire du Ministère,* Printemps 2013.

Coll. « [Années 1970 : le moment des 100 mesures](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/HS%20n°34%20100%20mesures%20pour%20l%27environnement.pdf) », Hors-série n°34, *Pour mémoire. Revue du Comité d’histoire du Ministère,* Été 2022.

Delacquis, Arthur, « Comment la France s’est dotée d’un ministère de l’environnement en 1971 », The Conversation, 11 juill. 2024, [voir ici](https://theconversation.com/comment-la-france-sest-dotee-dun-ministere-de-lenvironnement-en-1971-234392).

Deloye, Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2010.

Dubois, Vincent (dir.), *Les structures sociales de l'action publique : Analyser les politiques publiques avec la sociologie des champs*. Ed. du Croquant, 2022.

Edelman, Murray, « La construction et les usages des problèmes sociaux », *Pièces et règles du jeu politique,* Paris, Le Seuil, 1991

Frioux, Stéphane, « Le tournant environnemental du début des années 1970 », in Frioux, Stéphane (dir.) Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XXe siècle, Champ Vallon, 2020, 157-180.

Fröhlig, Florence, « Fessenheim: A Nuclear Power Plant for Peace », *Culture Unbound*, 12(3), 2020, 569-589

Gaïti, Brigitte, « Gouverner le Gouvernement les trajectoires des politiques de coordination gouvernementale en France (1935-2019) », *Revue française d’administration publique* 3, 2019, 565-585.

Halpern, Charlotte, « L’Union Européenne, vecteur d’innovation instrumentale ? Les logiques d’instrumentation de la politique française de l’environnement (1971-2006) », *Politique Européenne*, 33, 2011, 89-117

Hecht, Gabrielle, *Uranium africain. Une histoire globale,* Paris, Seuil, 2016.

Lacroix Valérie, ZaccaÏ Edwin, « Quarante ans de politique environnementale en France : évolutions, avancées, constante », Revue française d'administration publique, 2010/2, n° 134, 205-232.

Lascoumes Pierre, *L’éco-pouvoir, environnements et politiques*, Paris, La découverte, 1994.

Lascoumes Pierre, Le Gales, Patrick, *Sociologie de l’action publique. De l’action collective aux politiques publiques*, Paris, Armand Colin, 2006.

Kalaora Bernard, Vlassopoulos Chloé, *Pour une sociologie de l’environnement,* Champ Vallon, Seyssel, 2013.

Metzger, Birgit et Laurent Schmit, « Shades of Green: Ökologische Modernisierung im deutsch-französischen Vergleich (1970-1990) », in Martin Bemman, Birgit Metzger, Roderich von Detten (ed.), Ökologische Modernisierung. Zur Geschichte und Gegenwart eines Konzepts in Umweltpolitik und Sozialwissenschaften, Francfort, Campus Verlag, 2014, 257-286

Mahrane Y., Fenzi M., Pessis C. et Bonneuil C., 2012. « De la nature à la biosphère : la construction de l'environnement comme problème politique mondial, 1945-1972 », *Vingtième siècle - Revue d'histoire*, 2012/1, n° 113, 127-141

Manigand, Christine et Sibre, Olivier (dir.), *Georges Pompidou, Robert Poujade et les défis de l’environnement - Le « ministère de l’impossible »*, Peter Lang, 2021.

Meyer Jan-Henrik, et Poncharal Bruno. « L'européanisation de la politique environnementale dans les années 1970 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 113, no. 1, 2012, 117-126.

Neveu, Erik, *Sociologie politique des problèmes publics*, 2e ed., Paris, A. Colin, 2022.

Noiriel, Gérard, *Introduction à la socio-histoire*. La découverte, 2008.

Ollitrault, Sylvie, *Militer pour la planète : sociologie des écologistes*, Presses universitaires de Rennes, 2008.

Pessis,Céline, Topçu, Sezin et Bonneuil, Christophe, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d’après-guerre*. Paris, La Découverte, 2013.

Pinso, Gilles. « Gouvernance et sociologie de l’action organisée. Action publique, coordination et théorie de l’État », *L'Année sociologique*, Vol. 65, 2015/2, 483-516.

Pohl, Natalie, *Atomprotest am Oberrhein. Die Auseinandersetzung um den Bau von Atomkraftwerken*. Stuttgart, Frantz Steiner Verlag, 2019. [et en français : Pohl, Natalie. « Une histoire du temps présent nucléaire : Le mouvement anti-nucléaire franco-allemand dans la région du Rhin supérieur » dans E.Droit et al. (dir.), *Penser et pratiquer l’histoire du temps présent*, Presses universitaires du Septentrion, 2016, 27-36]

Poujade, Robert, *Le ministère de l’impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975

Scott, James C., *L'œil de l'État : moderniser, uniformiser, détruire*, Paris, La découverte, 2021.

Theys Jacques, Barraqué Bernard, *Les politiques de l’environnement 1971-1995, évaluation de la première génération*, Paris, Éditions recherches, 1998.

Tompkins, Andrew, *’Better active than radioactive!’ Anti-nuclear protest in 1970s France and West Germany*, New York, Oxford University Press, 2016.

Vrignon, Alexis, *La Naissance de l’écologie politique en France : une nébuleuse au cœur des années 68*. Presses universitaires de Rennes, 2022.

Vrignon Alexis, *France grise, France verte. Une histoire environnementale depuis 1945*. Armand Colin, 2022.